

Opération au Mali

« **Le contrôle du nord du pays par des groupes extrémistes supposait déjà un danger de talibanisation des Touaregs. On risquait de les voir créer un ‘Jihadistan’ dans le centre d’Afrique** ».

ENTRETIEN avec Jean-Pierre Filiu par Jordi Bertran

La France a lancé le 11 janvier une opération militaire sur le sol africain pour éviter que la capitale du Mali ne tombe entre les mains de groupes terroristes. L’avancée vers Bamako des groupes extrémistes qui s’étaient contentés, depuis début 2012, de contrôler et de déclarer l’indépendance du nord de ce pays précipita l’intervention française. Sur le terrain, 2 000 effectifs français, appuyés par des forces de l’armée malienne malmenée et des soldats provenant principalement du Tchad, ont repoussé avec une facilité manifeste l’avancée des groupes rebelles et ils ont repris les principales villes du nord (Tombouctou, Gao, Kidal) jusque-là entre les mains d’Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), du MUJAO et d’Ansar Dine. Cependant, à la mi-mars, il semblait que le plus compliqué restait à faire : éradiquer AQMI des vastes extensions du

nord du Mali, relever les effectifs français avec des soldats africains et reconstruire l’État du Mali.

AFKAR/IDEES s’est entretenu au sujet de ce conflit avec Jean-Pierre Filiu, professeur agrégé d’Histoire du Moyen Orient contemporain à Sciences Po et auteur, entre autres, du livre *Les neuf vies d’Al-Qaida* (Fayard, 2009).

AFKAR/IDEES : *En premier lieu, pourquoi le nord du Mali est-il tombé ?*



Jean-Pierre Filiu./IEMED

JEAN-PIERRE FILIU : La crise commence à s’ébaucher à partir de 2009 lorsqu’AQMI tua un colonel malien et l’armée est tombée dans une embuscade en tentant de venger sa mort. Depuis lors, le nord du Mali, à l’exception des villes, se trouvait sous contrôle de groupes *ihadistes*, tels que l’AQMI et le MUJAO, ainsi que de Touaregs ayant fui la Libye qui étaient revenus avec un grand arsenal. Ce retour a donné un nouvel élan à l’insurrection touarègue qui accumulait de frustrations du fait

du manque d’avancées dans l’accord de paix parrainé par l’Algérie, en 2006. En janvier 2012, les groupes touaregs, le MNLA et Ansar Dine – ayant des liens avec Al Qaida –, ont conquis les villes. Peu après, ils ont expulsé le MNLA – plus laïc – et les villes ont été partagées entre trois groupes principaux : Gao pour le MUJAO, Kidal pour Ansar Dine et Tombouctou pour AQMI. Cette situation a provoqué de plus un nouveau coup d’État qui a approfondi la crise de légitimité du pouvoir à Bamako.

A/1 : *On voyait venir le problème et la France avait promu une résolution de l’ONU en décembre.*

J.P.F. : La France cherchait l’appui de l’ONU pour la restauration de l’intégrité territoriale à travers l’appui européen à l’armée du Mali et avec la présence de troupes africaines des pays de la CEDEAO. L’Algérie appuyait cette solution avec des négociations avec Ansar Dine. Mais le 9 janvier, le plan fut interrompu lorsque les *ihadistes* ont attaqué le sud du Mali.

A/1 : *Quels auraient été les risques, s’ils n’avaient pas agi ?*

J.P.F. : *La conquête de Bamako et la conséquente prise de centaines*

J.P.F. : La conquête de Bamako et la conséquente prise de centaines

Un accord pour répondre aux revendications légitimes des populations du nord est nécessaire

Groupes terroristes au nord du Mali

– **AQMI** : Al Qaida au Maghreb Islamique, connu avant 2007 comme le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat. D'origine algérienne, son domaine d'action se concentre dans le Sahel. Il est formé par deux groupes dirigés par Abdelhamid Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar, auteur de l'attaque contre l'usine de gaz d'In Amenas (Algérie), le 16 janvier 2013. D'après des sources non confirmées, les deux auraient été tués pendant des combats avec les troupes françaises et du Tchad.

– **Mouvement pour l'Unité et la Jihad en Afrique de l'Ouest – MUJAO** : organisation formée par des *jihadistes* subsahariens à partir d'une ramification d'Al Qaida au Maghreb Islamique.

– **Ansar Dine** : groupe religieux à caractère extrémiste actif au Mali. Certains de ses leaders ont participé dans la rébellion touarègue des années quatre-vingt-dix.

– **MNLA** : organisation composée de rebelles touaregs qui revendiquent l'indépendance de la partie septentrionale du Mali.

d'otages auraient été une catastrophe, un 11-S africain. Rien que le contrôle du nord du pays par des groupes extrémistes supposait déjà un risque de talibanisation des Touaregs. Comme il est arrivé avec les Pashtouns des zones tribales d'Afghanistan et du Pakistan, qui ont fini par voir dans le *jihadisme* leur propre forme, très dangereuse, d'exprimer des revendications nationalistes ethnico-territoriales. Si les Touaregs effectuaient cette mutation, nous aurions un *Jihadistan* dans le centre d'Afrique.

A/1 : *Quels devraient être les prochains pas de la France ?*

J.P.F. : D'un point de vue militaire, l'opération Serval a été presque parfaite.

Mais maintenant il faut créer une architecture complexe pour reconstruire le Mali. Tout d'abord, légitimité. Il ne peut pas y avoir de structures putschistes. Comme l'a dit François Hollande à Tombouctou : « Faites de bonnes élections en juillet ». C'est le plus important, des élections libres, pluralistes, qui puissent donner légitimité à de nouvelles autorités. Et ensuite, il sera nécessaire de forger un accord pour répondre aux revendications légitimes des populations du Nord. Ne pas y répondre serait une folie. Mais il s'agit d'une question malienne qui comptera sûrement sur l'intervention de l'Algérie, qui connaît tous les accords et ne voit aucun intérêt à ce que ce qui se passe au Mali puisse donner des idées à l'importante population touarègue du sud du pays.

A/1 : *Jusqu'à quand la France restera-t-elle au Mali ?*

J.P.F. : Nous sommes en 2013. Nous venons d'assister à deux échecs en Afghanistan et en Irak. Il n'y a maintenant aucune légitimité pour les interventions étrangères durables. Rappelez-vous, par exemple, qu'en 1894 les Français conquièrent Tombouctou et dès le lendemain ils souffraient déjà les attaques de guérillas. En fait, la conquête des villes n'a jamais été une solution dans le nord du Mali. Elle doit provenir du pays même, de la communauté internationale au niveau de l'ONU ou de la CEDEAO. L'Europe devrait apporter son aide aux élections et à la réforme d'une armée respectant les droits de l'Homme. Il faut que les abus contre les *peaux rouges*, comme on appelle les Touaregs, cessent. Il existe un problème ethnique que la France, puissance colo-

niale historique, ne peut pas assumer. Cela ne fonctionnerait pas.

A/1 : *Le coût de l'intervention est très élevé.*

J.P.F. : La mission française en Afghanistan fut beaucoup plus coûteuse. Au Mali, la question principale de l'équation ne sera pas le coût économique, car la France ne restera pas sur place. Et, dans tous les cas, une fois la stabilité assurée dans le nord du pays, la victoire pour le Mali sera politique ou ne sera pas.

A/1 : *À la vérité, Maliens et Français appuient cette opération.*

J.P.F. : D'entrée, il y a un grand soutien de la société malienne à l'intervention. Et pas seulement dans le pays. J'habite en France, près de Montreuil, connue comme la deuxième ville du Mali, et là-bas on perçoit un appui populaire énorme à l'opération militaire. 65 % des Français l'appuient aussi, car ils la perçoivent comme une réponse à une menace directe. AQMI est très connue pour l'enlèvement de Français, pour ses menaces sur le territoire national et pour le démantèlement de réseaux français. De plus, le récit sur l'intervention de Hollande a été intelligent en utilisant le discours de la dette : beaucoup de Maliens ont fait partie des *tirailleurs sénégalais* qui ont tant contribué à la libération de la France lors de la Seconde Guerre mondiale, avec un coût élevé en vies. Par contre, il y a eu aussi des déclarations funestes, comme celle du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en parlant de « guerre contre le terrorisme », qui sont une grande erreur.

En Europe, nous avons un problème de prise de décision et de capacité à l'appliquer

A/1 : *On a l'impression que l'Europe et les États-Unis tardent à réagir.*

J.P.F. : En Europe, nous avons un problème de décision et de capacité à l'appliquer. Ceci est fatal lorsqu'il s'agit de sauver un pays du *ihadisme* avec une action rapide. Au lieu de critiquer la France, maintenant il faudrait européeniser l'appui à la reconstruction du Mali, avec des aides prioritaires pour la réforme de l'armée et ensuite pour les élections. Le problème dans l'UE, mais aussi aux USA, est que la décision vis-à-vis du Mali est prise à un niveau infra-politique, bureaucratique. Personne ne trace la ligne politique qu'il faudra défendre ensuite. À ce propos, les USA ont présenté à la France une facture très élevée, au début de l'opération au Mali pour le matériel militaire fourni. Les discussions politiques qui ont eu lieu très vite ont fini par conclure le retrait de cette facture.

A/1 : *Existe-t-il un lien entre l'attaque terroriste d'In Amenas, en Algérie, et le conflit au Mali ?*

J.P.F. : Il n'y a pas de vases communicants entre ces deux faits. Belmokhtar avait été exclu d'AQMI et avait planifié l'attaque pour revenir sur la première ligne du *ihadisme*. L'intervention française au Mali lui a permis d'apparaître comme un champion *ihadiste*. Dans tous les cas, l'Algérie a souffert une attaque au cœur de son système d'intérêts, les hydrocarbures, et elle s'est vue obligée de comprendre à nouveau qu'AQMI est aussi un problème algérien. De ce fait, AQMI est intégré par des Algériens. Comme dirait Freud, l'Algérie doit faire face au « retour de ce qui est réprimé ». ■

“Bamako doit discuter le statut des Touaregs”



Saïd Djafer, directeur de *Maghreb Émergent* et éditeur du *Quotidien d'Oran*, pense que l'Algérie continuera à jouer un rôle important, basé sur le dialogue politique, dans la stabilisation de la région. Cependant, dans cet entretien qui s'est déroulé à la mi-février, il accorde aussi une grande part de responsabilité vis-à-vis de l'avenir du Mali à l'attitude respectueuse et inclusive par rapport au peuple touareg que puisse présenter le gouvernement de Bamako qui sortira des élections prévues pour juillet.

AFKAR/IDÉES : *Comment l'Algérie aborde-t-elle la question malienne et le contentieux historique avec les Touaregs ?*

SAÏD DJAAFER : Pour l'Algérie, ce n'est pas seulement la question des groupes terroristes – qu'il faut aborder militairement – qui se pose, mais l'existence d'un vieux problème non résolu en ce qui concerne la population du Nord, les Touaregs, qui se trouvent dans une situation de rébellion contre l'État du Mali, car il n'y a eu aucune politique d'intégration. Ce conflit est à l'origine du problème actuel car il a poussé le Nord à devenir une zone de contrebande et de trafic d'armes et de drogues. Un fait qui, d'un autre côté, met aussi en évidence l'échec de l'État malien. Dans ce sens, l'Algérie a agi dans le passé en tant que médiateur pour trouver des solutions politiques. Et c'est là aussi le rôle que jouait l'Algérie du moins jusqu'à ce qu'Ansar Dine décide de s'unir à l'attaque contre le sud du Mali début janvier. Pour moi c'est un mystère que de savoir pourquoi ils ont décidé de le faire puisque c'était irrationnel et absurde. Les Français n'attendaient qu'une bonne raison pour intervenir.

A/1 : *Quelles sont maintenant les priorités ?*

S.D. : Après l'intervention française au Mali, les priorités sont maintenant de rétablir la

sécurité au nord du Mali et de commencer à reconfigurer l'État. Pour cela il est indispensable que Bamako entame un dialogue politique avec les Touaregs, qui de plus devraient acquérir un rôle actif dans la stabilisation de la région. Cependant, pour que cela se produise, l'État du Mali doit accepter de discuter sur leur statut et cesser de dire qu'après l'intervention française le problème touareg n'existe plus.

A/1 : *Sera-t-il facile de garantir la stabilité d'une zone aussi étendue ?*

S.D. : Les Français ont récupéré les villes, ce qui était très facile étant donné la disproportion des forces ; par contre, rendre la sécurité à tout le nord du Mali sera beaucoup plus compliqué car il s'agit d'un territoire énorme. La France dit qu'il s'agit d'une opération à court terme mais les armées africaines devront être formées pour pouvoir les remplacer. D'un autre côté, les Français doivent aussi assurer l'approvisionnement en uranium du Niger et être physiquement là est une démonstration de présence dans un continent africain qui représente aujourd'hui un champ de compétition entre la Chine et les pays occidentaux.

A/1 : *Il semble évident que l'instabilité de la région se maintiendra tant que les Touaregs n'auront pas trouvé leur espace dans la reconfiguration de l'État du Mali.*

S.D. : Lorsque ceci se produira, le MNLA abandonnera son idée d'indépendance. Et l'Algérie pourra de nouveau agir en tant que médiateur entre les Touaregs et Bamako car elle connaît bien les deux parties. Certains de ces dirigeants touaregs ont grandi dans le sud de l'Algérie, à Tamanrasset.

A/1 : *Comment l'Algérie a-t-elle réagi à l'attaque terroriste d'In Amenas ?*

S.D. : Officiellement ils n'ont pas l'intention d'envoyer des troupes au-delà des frontières algériennes, mais l'Algérie va sécuriser toute sa frontière sud avec le Mali, car elle ne peut pas se permettre une seconde attaque terroriste comme celle d'In Amenas, qui a touché le secteur pétrolier et du gaz générant 98 % des exportations du pays.